

## Quels « nous » collectifs ?

**Table ronde avec**

**Alain Bertho**

**Roland Cayrol**

**Michèle Riot-Sarcey**

*En 2015 se sont tenues des élections départementales (les 22 et 29 mars) et des élections régionales (les 6 et 13 décembre). Elles ne nous ont pas apporté, sur le plan des connaissances électorales, d'éléments véritablement nouveaux. Mais, si l'on va au-delà d'une lecture institutionnelle, elles permettent de réfléchir sur des enjeux démocratiques et sociaux essentiels.*

*L'échange ici reproduit s'est tenu dans les locaux de l'Institut Tribune Socialiste le 8 février 2016.*

### *Des tendances confirmées ...*

**Roland CAYROL** – Ces élections nous disent d'abord des choses que nous savions déjà : l'abstention, la montée du Front National. Il s'agit en fait deux phénomènes assez différents, malgré l'amalgame auquel on procède assez souvent.

L'abstentionnisme, la non-participation aux élections, est un symptôme de la crise de la démocratie, mais tous les abstentionnistes ne sont pas des gens qui ressentent cette crise : ils la représentent mais sans le savoir ; ils manifestent une indifférence à l'égard de ce qui leur est proposé et qui ne leur semble pas en rapport avec leur « vraie vie ». Les gens que nous interrogeons expriment leur sentiment de ne pas se sentir concernés ; ils n'excluent pas toute idée de participation à une élection, mais, dans la plupart des cas, ont le sentiment de pas avoir un vrai choix à faire et ne se sentent donc pas motivés, concernés.

Cette indifférence n'est pas propre à la France, elle s'est propagée dans tous les pays occidentaux (en réalité dans tous les pays où il y a des élections pluralistes depuis des décennies), et nous fait ressembler de plus en plus au modèle américain. On a longtemps pensé pouvoir distinguer notre démocratie représentative participative de la démocratie abstentionniste américaine ; en fait la différence n'est pas significative : aux Etats-Unis, l'abstention aux grandes élections, de l'ordre de 50%, est calculée en prenant en compte les personnes en âge de voter ; en France on ne calcule l'abstention que sur la base des inscrits sur les listes électorales : comme il y a à peu près 10% de non inscrits et des élections à 30, 40, 45% d'abstentions recensées, on arrive finalement à un total de non-votants assez proche.

Cela ne signifie pas un refus de tout engagement : parmi les non-votants, beaucoup participent à un mouvement associatif, s'engagent dans des histoires qui se passent localement sur tel ou tel problème ; ce qui est d'ailleurs le cas également aux Etats-Unis où la vie associative locale est extrêmement active.

Une deuxième cause de l'abstention augmente également : un abstentionnisme politique critique, qu'on peut résumer en reprenant ce que disait quelqu'un lors d'une réunion de groupe qualitative : on parle toujours du devoir civique, mais aujourd'hui le devoir civique c'est de ne pas y aller. Le mensonge politique, les promesses non tenues, les politiques vivant dans leur monde clos ont créé une situation insupportable ; le sentiment de s'être fait avoir justifierait une sorte de devoir d'abstention.

L'abstention s'inscrit dans un mouvement profond, long, et se manifeste à tous les niveaux d'élections. Certes on vote plus aux présidentielles qu'aux cantonales par exemple, mais les courbes sont les mêmes, à des niveaux différents, pour toutes les élections.

Le Front National est monté par paliers. En 2014 il a connu un nouveau palier, un peu supérieur à ce qu'il avait connu

jusque là, et notamment dans les élections locales. Dans son cas, les élections disent la même chose qu'il s'agisse d'élections locales ou d'élections nationales. Lors des élections récentes, un assez grand nombre de candidats ne sont pas allés du tout dans leur circonscription, n'ont pas fait campagne, étaient de parfaits inconnus, et ont fait les mêmes scores que les autres.

Voter pour le Front national apparaît comme la meilleure façon de dire « non ». On s'est posé la question de savoir si le vote de protestation serait devenu un vote d'adhésion ; la réponse est non ; c'est d'abord structurellement un vote de protestation ; la plupart des électeurs du Front National n'ont pas lu le programme du Front National ; ils ne savent pas très bien ce que dit le Front National ; mais ils savent qu'il dit : non. On sait même qu'un électeur sur deux du Front National ne souhaite même pas voir l'arrivée du Front National au pouvoir !

Ce n'est donc pas un vote d'adhésion, mais c'est un vote qui s'enracine d'autant plus que la protestation devient plus forte : contre la démocratie représentative, la croissance du chômage ... Il faut donc reprendre les choses à zéro, renverser la table. Le Front National est donc parti pour durer, s'inscrire dans le paysage politique français tant qu'il y aura des possibilités de critique ou d'inaction à l'égard des autres.

Reste la question du fameux « plafond de verre ». La majorité des Français n'est pas dupe de ce qu'est le front national. Ils s'en servent comme d'un outil pour dire « non », mais ils ne souhaitent pas le voir arriver au pouvoir. Depuis vingt ans, de façon constante deux tiers des Français disent qu'ils ne veulent pas voir le Front National arriver au pouvoir, ni seul, ni en alliance. Ce chiffre ne bouge pas et explique que six Français sur dix disent que le Front National est un danger pour la démocratie. Ce qui ne les empêche pas de voter pour lui ! Mais c'est ce qui fait que dans les élections uninominales, majoritaires, la seule façon qui empêche le Front National de passer c'est toujours la tactique du désistement républicain ; on dit qu'elle marche de moins en moins ; en

fait elle marche toujours de la même façon, avec toujours un peu plus d'électeurs de gauche prêts à se sacrifier que d'électeurs de droite ; mais dans l'ensemble elle marche bien : elle a permis d'empêcher le Front National d'arriver au pouvoir dans les régions où il était largement en tête au premier tour. Cette situation pose au Front National un problème sérieux : c'est là dessus qu'il a fait son séminaire il y a quelques jours : s'il veut arriver au pouvoir, il lui faut bâtir une stratégie qui permette de construire des alliances.

### *Quels espaces de dialogue ?*

**Alain BERTHO** – Comme je suis anthropologue je regarde un peu au-dessus des frontières ; mais j'ai également beaucoup travaillé sur la France et je ne peux que confirmer le diagnostic général donné par Roland Cayrol. Pour mon livre (?), j'ai fait des moyennes décennales de participation aux élections sur quarante ans : le résultat est implacable. Si on observe les votes des quartiers de Saint-Denis, les quartiers les plus ouvriers étaient jusqu'en 1971 les quartiers qui votaient le plus ; lors des dernières élections, on a vu des quartiers populaires où il y avait à peine 20% de votants.

Si l'on regarde au-delà de nos frontières, même au-delà de l'Europe, on peut constater nous ne sommes pas les seuls dans cette situation : regardez les taux de participation aux élections présidentielles au Chili ou en Argentine... Il y a une défiance générale vis-à-vis d'un dispositif dont on se demande s'il est véritablement démocratique dans la mesure où, dans le système démocratique, il y a la question du pouvoir. Or, qu'est-ce qu'on fait ? On sélectionne les élites. Y a-t-il, dans les élections véritablement un enjeu de choix politiques, de pouvoir ? C'est un doute qui traverse aujourd'hui une bonne partie des continents.

D'autres phénomènes me font dire cela depuis déjà quelques années ; notamment un que j'ai abordé dans mon dernier livre *Les enfants du chaos* : la montée des affron-

tements violents entre des gens mobilisés, en général plutôt jeunes, et l'État ou les pouvoirs. Cette montée, générale dans le monde – on en a connu en France et on en connaît toujours – cette multiplication des sujets sur lesquels on peut se mettre en danger physiquement ou judiciairement en étant parfois assez sûr de perdre, pose un sérieux problème : la fermeture d'un espace de dialogue, d'interlocution, de négociation entre les gens. C'est la fermeture de cet espace qui, quels que soient les régimes, a contribué à généraliser des situations d'affrontement. Au XX<sup>e</sup> siècle, les affrontements sociaux avaient symbolisé la mobilisation et la capacité à rentrer en négociation ; aujourd'hui on a des émeutes ouvrières – comme à Air France, ou au Bangladesh – , avec l'impression qu'on se heurte à un mur, ce qui pousse à certaines extrémités.

Parmi les situations qui aujourd'hui provoquent des affrontements violents, de masse, dans le monde, il y a les élections. Globalement dans le monde l'idée que l'élection, le dispositif électoral, est une façon de re-symboliser et de pacifier une situation de conflit et de la transformer en un enjeu électoral, un enjeu de pouvoir, est de moins en moins opérante, que ce soit avant, pendant ou après les élections, compte tenu de la façon dont se passe la campagne, le scrutin, l'interprétation du scrutin (regardons ce qui se passe à Haïti en ce moment). Il y a quelque chose d'une perte de légitimité du dispositif électoral, y compris dans des pays qui sont bien contents de l'avoir récupéré alors qu'ils n'en avaient pas bénéficié depuis longtemps.

Il faut s'interroger sur la nature de cette défiance. Entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle on a perdu en route ce qu'on appelle la politique. Interrogez aujourd'hui les Français et notamment les jeunes sur le mot politique. Le mot est dévasté, il n'est que péjoratif. Après les « émeutes » de 2005 nous avons fait des enquêtes auprès des jeunes de la région parisienne : l'un d'entre eux nous a déclaré : « ce n'était pas du tout politique, on voulait juste dire quelque chose à l'État » ; c'était

dire que la politique aujourd'hui ne sert à rien. Si on regarde d'autres pays (cf. la crise ivoirienne à la fin 2010-2011 et la reprise de la guerre civile lorsque Laurent Gbagbo a refusé le verdict des urnes en considérant que tous les votes du nord étaient des votes étrangers), le mot politique est indexé à guerre, tuerie ; il évoque quelque chose de dangereux. Le mot politique qui, au XX<sup>e</sup> évoquait une puissance subjective collective, une prise en charge collective des grands enjeux du pays, qui permettait de donner un sens au processus électoral, de donner un sens populaire à des formes d'organisation qui faisaient le lien entre la mobilisation collective et l'élection, cette politique là a disparu. Les organisations dites politiques, partisans, n'ont plus du tout l'ancrage populaire qu'elles avaient avant ; elles ne mobilisent plus de la même façon, subjectivement, et elles apparaissent pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des dispositifs de sélection des élites et non plus un dispositif de représentation des grands conflits et des grands enjeux de la société. Cette coupure, cette perte de puissance est à l'origine des réactions de distanciation à l'égard du système électoral.

Alors qu'au XX<sup>e</sup> siècle la politique était une affaire de stratégie qui permettait, en arrivant au pouvoir, en agissant avec le pouvoir, en discutant avec le pouvoir... d'infléchir la politique, on a l'impression aujourd'hui que le pouvoir est une cabine de pilotage dont les manettes sont bloquées. Qui que ce soit et quelle que soit la sincérité de ceux qui arrivent au pouvoir, leur marge de manœuvre est considérablement limitée, parce qu'ils sont pris dans des systèmes de contraintes, notamment internationaux, que ce soit par les autres états ou les marchés financiers, qui les amènent à se soucier plus de la façon dont ils vont rendre des comptes à ces marchés, à ces contraintes extérieures, qu'à leur propre peuple. Or, ayant travaillé dans des banlieues et des zones urbaines en France mais aussi en Afrique, au Brésil... je suis frappé du fait, sur les questions urbaines notamment, extrêmement complexes, sur des problèmes comme le logement des plus pauvres, les Roms, les squats, les expulsions de favellas à

Rio, la question des inondations dans la banlieue de Dakar ... il y a des acteurs urbains, des « gens », des habitants, qui ont une expertise réelle des situations, de très grande qualité si on est capable de la mobiliser et de l'organiser. Dans la société actuelle, avec en plus les moyens d'auto-organisation informatique que l'on a, la compétence, l'expertise populaire se heurte de façon très forte à un système d'organisation, de gouvernement, d'administration bloqué sur des représentations hiérarchiques et un peu tayloriennes.

### *Refonder la démocratie ?*

**Michèle RIOT-SARCEY** - Je ne suis pas en désaccord avec vos diagnostics, mais il me semble que nous sommes à l'heure actuelle dans l'impérialisme de la sociologie, des sondages, de la photographie simultanée ; on est dans l'immédiateté, on se perd dans les détails, dans les réseaux multiples. Ce n'est pas un hasard si la littérature, la philosophie, et même l'histoire n'ont plus véritablement d'audience à l'heure actuelle : on aime photographier, regarder le présent ; ce qui fait que nous sommes à la fois noyés d'informations et que nous manquons de réflexion fondamentale.

L'urgence actuelle est de faire un pas de côté pour essayer de comprendre cette désertion de la démocratie électorale, et surtout ces quelques centaines de jeunes qui partent en Syrie où l'instinct de mort l'emporte sur la pulsion de vie. Il est grand temps de prendre en considération ce qui se passe en Grèce, la situation faite aux immigrés plutôt que de penser à l'actualité des élections. J'aimerais bien que l'on puisse réfléchir à ce que disait Günther Anders : il disait que le nazisme avait effacé toute conscience de classe en développant le racisme, l'antisémitisme, en désignant « l'autre », celui qui n'était pas aryen, comme un être inférieur inférieur, à combattre.

Une réflexion à distance du présent nous oblige à redonner sens non seulement au mot politique mais aussi au mot liberté. C'est un peu l'objet de mon livre, *Le procès de la liberté*.

Alain Bertho dit que le XXème et le XXIème siècles n'ont pas suffisamment réfléchi sur cette question du politique. Non, il faut remonter en amont, c'est-à-dire au XIX<sup>e</sup> siècle ; et on constate qu'à partir du moment où la liberté a été possible pour tous, on a dépossédé successivement, lentement, la totalité des individus de leur pouvoir d'agir en toute liberté. Au XIX<sup>e</sup> siècle liberté signifiait tout simplement liberté intellectuelle, politique et matérielle. Ce qui supposait bien entendu un accès au savoir. Or on n'est pas allé vers plus de liberté, mais vers une dépossession de la liberté ; on a privilégié les citoyens passifs par rapport aux citoyens actifs ; pire, aujourd'hui, on a affaire comme vous l'avez dit à des experts et à des professionnels de la politique.

Il faut donc inverser les priorités, renverser radicalement le rapport de forces, redonner vie à la démocratie, refonder la démocratie. Fonder la démocratie cela veut dire : l'urgence c'est de donner le maximum d'informations à tout le monde, avoir une conception de la démocratie qui intègre une liberté responsable pour tous. C'est une utopie parce qu'on n'a pas l'habitude ; cela fait plus de deux siècles qu'on a dépossédé les individus de leur capacité d'agir, qu'on les a amenés à penser qu'il suffit de s'intéresser ou de s'adresser à l'État pour obtenir satisfaction. Effectivement les choses se sont normalisées, on en est venu au système américain avec ce que cela implique comme recours à l'expertise, aux professionnels du savoir, à la profusion de sciences qui n'en sont pas. Il faut maintenant vraiment travailler en profondeur, accepter ce pari qui est absolument nécessaire de revoir et de repenser pourquoi on en est là, d'où cela vient.

C'est pourquoi dans mon livre j'ai relaté un grand nombre d'expériences du passé, dans lesquelles on s'aperçoit que les gens, à certains moments, avaient une expérience des associations, où ils savaient ce que gestion voulait dire, sans passer par des experts, ce qui a donné la Révolution de 1848 ; à partir de ces expériences du passé on peut arriver à comprendre un autre monde possible, ce que dans un autre livre j'ai appelé « le réel de l'utopie ». On n'a pas le choix sinon on



va à la catastrophe, vers un fascisme ambiant ou latent avec des dictatures de tous ordres (voir ce qui se passe aujourd'hui en Pologne, en Hongrie...). L'urgence aujourd'hui ce n'est pas la déchéance, la constitution, c'est la question des migrants et des migrations, des réfugiés ; et cela pas seulement parce nous sommes internationalistes mais parce que nous subissons directement les conséquences de cette situation.

Cela suppose d'imaginer un grand débat public ; c'est ce que j'appelle la démocratie, puisque si on prend à la lettre ce que veut dire démocratie cela veut dire débat collectif, public, à égalité de connaissances. C'est dans cet esprit que nous avons décidé d'organiser un « collectif d'intellectuels anonymes » dont le but est de donner à tous la possibilité de connaître, d'apprendre, de s'emparer de la connaissance pour pouvoir répondre et intervenir dans le débat public.

### *Un « nous » est-il possible ?*

**Alain Bertho** – Comment faire apparaître des possibilités de changements dans le système mondialisé ? En fait ce système ne fonctionne pas en dehors des États tels qu'ils sont, mais ces États se sont laissés complètement pénétrer par les logiques de la mondialisation financière : par exemple, on a délégué à la finance la création de la monnaie, ce qui nous coûte la dette ! C'est ce genre de choses qui contraignent aujourd'hui complètement les États et leur fait perdre – quel que soit le régime – toute crédibilité sur le registre de la défense de l'intérêt public et de l'intérêt commun et partout, d'une façon ou d'une autre, d'une légitimité alternative. Les légitimités alternatives que trouvent les États en général d'une façon ou d'une autre et ancrées dans les situations nationales et les histoires nationales c'est des légitimités sécuritaires : « je ne suis pas capable de vous dire que demain sera mieux parce que je défends bien les intérêts communs, mais je peux vous dire que sans moi ce sera pire et qu'il faut prendre des mesures pour éviter que ce soit pire et si possible arrêtons d'en discuter trop ». C'est légitimité sécuritaire,

banale, intérieure, qu'on a invoquée pendant des années ; depuis une quinzaine d'années on fait de plus en plus appel à une légitimité liée à la sécurité extérieure, face à une menace extérieure. Le mieux c'est quand les deux sont combinées, c'est quand la menace de guerre extérieure se combine avec une menace intérieure (quand la menace est globale comme l'a dit le premier ministre à la BBC il y a pas peu de temps). Ce type de discours a un effet désagrégateur.

Un de mes amis libanais me disait : pour qu'il y ait démocratie, il ne faut pas oublier la nécessité d'un démos, d'un peuple, d'une subjectivité commune, un « nous » quelque part qui s'autorise à se diviser tout en restant lui et sans se désagréger complètement. Or la légitimité sécuritaire organise la désagrégation en désignant à l'intérieur de la nation ceux qui n'en sont pas complètement et ceux qui sont dangereux ; on en trouve des versions variables, regardez ce qui se passe en Birmanie (où l'unité nationale se fait sur des tueries), en Inde (où le moindre musulman qui transporte de la viande de boucherie risque de se faire lyncher), en Côte d'Ivoire (avec l'ivoirité)... En revanche, ce qui m'a frappé c'est comment, en Égypte comme en Tunisie, deux pays où les insurrections ont gagné, l'unité nationale, le « nous » s'est constitué, avec des Tunisiens, des Égyptiens qui ont pu se mettre en face de l'État et qui ont pu dire : ce n'est pas vous qui avez la légitimité, c'est nous. En Égypte c'était frappant, Place Tahrir, au moment de la prière, ceux qui faisaient le service d'ordre contre la police de Moubarak, c'étaient les coptes, donc un « nous » complètement inclusif ; depuis la mise en place d'un dispositif électoral classique, les coptes sont de nouveau persécutés, mis de côté, et ne font pas vraiment partie de l'Égypte. Donc la question du « nous », du nous national est une question absolument centrale aujourd'hui. Et les versions d'un « nous » rassurant parce qu'il exclut une partie de la nation, c'est cela qui nous menace le plus et c'est notamment cela le filon du Front national

**Michèle RIOT-SARCEY** – Bien sûr, je suis d'accord avec ce que vous dites sur la nécessité du « nous » national. Mais la question est de savoir comment on le constitue. Prenons l'exemple de la Tunisie. La Tunisie essaye de gérer comme elle peut un pays très pauvre, dans une situation difficile, avec une menace intérieure on ne peut plus grave ; elle n'est pas sans ressources scientifiques, dans tous les domaines. Or, des chercheurs, des experts, des anthropologues américains sont en train d'examiner à la loupe la Tunisie pour travailler sur la « transitologie » ; en apparence le concept est neutre, mais en fait on est en train de réduire l'expérience à ce que peut exprimer le concept ; les Tunisiens sont dépossédés de l'analyse de l'expérience, des antagonismes, des débats, des conflits qui se déroulent véritablement sur place et sont en train de prendre leur distance vis à vis de gens qui viennent leur donner des leçons. Le « nous » qui dispose d'une expérience à la fois de pensée et d'action doit être absolument prioritaire par rapport à toutes ces visions globales qui ont en fait une apparente neutralité mais qui fondamentalement donnent un point de vue qui est celui - dominant - du libéralisme, même si celui-ci n'est pas du libéralisme financier.

### *Des sociétés vivantes*

**Roland CAYROL** – Pour ma part, je suis plus optimiste, j'ai un peu de réticence à dire que tout serait par terre et qu'il faudrait commencer à reconstruire. Je crois que les peuples ne sont pas morts, que les sociétés civiles existent : elles sont souvent extrêmement dynamiques et participent d'expériences démocratiques, de créativité souvent sidérantes. Ce n'est pas parce qu'il y a une espèce de mouvoir de la démocratie politique ou de la démocratie institutionnelle que la pratique démocratique serait en déclin partout. Et d'ailleurs il n'est pas absolument sûr que les élections ne fassent pas partie aussi de temps en temps de cette vivacité démocratique : quand on observe que des processus électoraux ont été suivis d'échecs, c'est en général parce qu'ils ont été viciés

par l'entrée d'autres processus (les intérêts de la puissance américaine, l'intervention des forces armées, les batailles tribales...). C'est pas le processus électoral en tant que tel qui est en cause : il continue même dans un certain nombre de pays à susciter l'espoir. La société française (comme d'autres sociétés) est sans doute fatiguée de la démocratie institutionnelle, mais c'est une société vivante, elle participe tous les jours de constructions collectives qui sont importantes ; jamais depuis l'après-guerre il n'y a eu autant d'associations ; certes les gens s'investissent moins dans les grandes associations subventionnées par l'État, représentées au Conseil national de la vie associative, mais ils vont dans des micro-associations beaucoup plus proches de leur lieu ou d'un intérêt sectoriel ; et quand l'objet de leur regroupement est rempli, bien ou mal, ils vont faire autre chose dans un autre secteur... Que ce soit sur la vie de quartier, sur l'écologie, sur la réflexion philosophique, sur beaucoup de choses, nombreux sont ceux qui débattent et essayent de faire progresser le collectif. Il y a en permanence des compétences collectives qui se forment et qui sont des expériences de démocratie. Et il faudrait que ceux qui veulent s'occuper de politique s'en inspirent, les regardent.

Je suis très frappé de l'existence de sociétés qui sont capables d'invention sans l'État. Après tout, quand les femmes françaises prennent la double décision simultanée de travailler à l'égal des hommes et de faire des enfants, aucune des deux n'ayant été prévue par aucun expert, faire les deux à la fois est une preuve de dynamisme sociétal que je trouve assez exceptionnel. Quand les agriculteurs français deviennent à la fois des chefs d'entreprise hautement informatisés, branchés sur le coût du marché de Bruxelles et en même temps qu'ils essaient de trouver des moyens pour produire autrement que ce que leur avait dit la FNSEA pendant une trentaine d'années, on voit bien que c'est aussi une preuve de dynamisme, une création collective nouvelle. Quand dans les entreprises, après les lois sur les trente cinq heures, les entreprises constatent qu'elles ont perdu 11% de leur produc-

tivité, des tas de gens trouvent des moyens de développer des processus dans l'entreprise tels qu'on puisse récupérer cette productivité et augmenter quand même les salaires. On pourrait prendre bien d'autres exemples. Il ne faut pas se laisser aller à une espèce de pessimisme plus ou moins dénonciateur d'une démocratie qui d'ailleurs n'a jamais eu son âge d'or et qui ne connaîtrait que des ennuis, des problèmes, et des régressions. Le Dèmos existe, même si c'est parfois sous des formes plus fragmentées ; il y a des expériences qui sont plus que des expériences, qui sont la vie d'une société ; et on ne peut pas réfléchir en termes abstraits en dehors de la vie des sociétés surtout quand elles produisent.

**Michèle RIOT-SARCEY** – Oui, il y a un réseau d'associations particulièrement important, mais que les experts et les pouvoirs n'écoutent pas. Pour reprendre l'exemple de la situation des femmes, quand on a introduit le genre en France, le ministère nous a demandé de multiples rapports sur la question ; mais à la suite des « manifs pour tous », le genre se trouve aujourd'hui interdit à l'école ; les experts ont eu le dernier mot, ils ont dit que le genre allait risquer de déstabiliser la société, et du même coup tout le processus associatif, intellectuel qui avait été sollicité n'a pas été utilisé. Il ne s'agit pas de remplacer des experts par d'autres, mais de faire l'inverse, c'est à dire de faire en sorte que ce peuple, cette population extrêmement vivante résiste envers et contre tout. Si je fais appel à l'histoire c'est parce que ce processus de résistance est un processus souterrain qui a toujours fonctionné : les expériences concrètes d'autodétermination, d'auto émancipation existent, mais pour l'heure en vain. C'est la raison pour laquelle je dis qu'il faut fonder la démocratie ; elle n'a jamais réellement existé ; elle a toujours été une représentation - voir les classiques : Benjamin Constant, Tocqueville... - , a été déléguée à des professionnels, des politiques, et d'un certain point de vue aux sondeurs, aux journalistes qui représentent ces professionnels, ils sont un masque, une couche intermédiaire qui empêche

le processus de démocratie associative d'émerger. Oui les associations existent, et ces associations-là font justement écho avec les associations du XIX<sup>e</sup> siècle que j'ai étudiées et qui montraient que même avec un savoir minimum il y avait là une connaissance du terrain qui pouvait permettre de résoudre les questions bien au-delà de l'aspect local.

**Alain BERTHO** - Je suis prêt à adhérer à cette image d'un dynamisme collectif, sous différentes formes, et dans beaucoup de pays, en ajoutant quelques considérations.

Il y a par exemple en France des formes associatives dynamiques qui restent des formes associatives puissantes, mais elles sont générationnellement marquées : par exemple les jeunes n'y sont pas forcément présents.

Mais il y a surtout le fait que les choses se passent en dehors des stratégies politiques au sens habituel. Dans démocratie il y a d'un côté : démos – peuple en mouvement -, de l'autre côté – pouvoir -, mais entre les deux il y a un trou ; le trou était occupé par ce qu'on appelle la politique. Et là je suis assez pessimiste sur l'idée qu'il faille tout simplement renouer les fils, il faut partir de la dynamique elle-même. Le fait que la politique ait reculé, et que les formes d'organisations de masse qu'on a connu au XX<sup>e</sup> siècle aient reculé, cela a provoqué de l'incompétence. Les gens qui sont à la tête des partis sont dans des stratégies d'élection, et ont perdu ce qu'avaient d'autres partis auparavant : un retour sur investissement des gens qui râlaient, qui avaient des idées ; il y a un aspect intellectuel collectif populaire qui a complètement disparu.

D'autres figures sont sinon en train de remplacer du moins d'occuper les formes de mobilisation passées : voir le succès du répertoire des occupations des places depuis cinq ans (la première, il y a bien longtemps, a été Tian'anmen). Il ne s'agit pas de seat-in, mais d'endroits où l'on se parle, où s'organisent des forums, où l'on échange des expériences ; il y a non seulement la question du savoir, mais il y a la question des mots, des concepts, du sens, donc la question

du récit (pour reprendre une formule d'un des fondateurs de Podemos). Je pense que cela est tout à fait essentiel ; les formes sont à trouver. A ma connaissance la seule expérience actuelle de reconstruction d'un pont entre cette dynamique sociale du dèmos en actes et de l'espace parlementaire, c'est l'occupation de la Puerta del Sol, c'est Podemos. Espérons qu'ils ne vont pas être absorbés par la logique parlementaire.

### *Sécurité et liberté*

**Roland CAYROL** – Le deuxième point que je voulais évoquer, c'est la menace grave que constitue, dans l'ensemble des pays européens, la dérive sécuritaire de nos systèmes : elle constitue un obstacle très fort à une réflexion sur la construction, ou la régénération d'une démocratie.

En France, l'état de peur, la crispation de la société demeure depuis les attentats de novembre 2015 ; l'État joue un rôle dans cette situation. Cette crise grave aurait pu être gérée autrement : en Norvège, après les attentats de 2011 (situation très comparable à la notre : 90 jeunes abattus, dans un petit pays de 5 millions d'habitants), le premier ministre est allé au parlement et à la télévision et a déclaré : ce que certains attendent de nous c'est des mesures d'exception ; notre force est d'être une démocratie et de ne pas faire d'état d'exception et de résister par les moyens de la démocratie à ce qui vient de nous arriver. Pourtant la Norvège n'est pas un pays démocratique millénaire ! Chez nous il y a eu à la fois une demande de sécurité immédiate et un État allant immédiatement dans ce sens : l'état d'urgence est proclamé par le Président de la République avant même qu'on envoie la police au Bataclan ! L'opinion en redemande... Les Français ne voient pas le rapport entre la déchéance de nationalité pour terrorisme avec des principes fondamentaux du droit républicain : seules quelques voix se sont élevées. Mais si la démocratie n'est pas la liberté, ce n'est pas la démocratie ! On est à un moment dans lesquels nos opinions publiques, nos peuples acceptent de sacrifier les libertés individuelles

et les libertés publiques à ce qu'ils appellent la sécurité. On entend aujourd'hui, dans tous les meetings du Parti Socialiste, dire que pour les révolutionnaires de 89 le premier des droits de l'homme c'était la sécurité qu'ils appelaient la sûreté, c'est un mensonge ; la sûreté de 89 c'était la garantie des droits individuels contre les empiètements de l'État ! À un moment, certains ont appelé les forces de gauche à être plus réaliste en matière de sécurité ; nous devons sans doute être plus convaincants en matière de démocratie y compris lorsqu'il s'agit aussi de sécurité.

Pour revenir à ce que nous évoquions précédemment sur le dynamisme collectif, nous pouvons élargir notre regard.

Je suis frappé par exemple par le recul de tous les projets collectifs que l'on peut observer dans beaucoup d'entreprises européennes, et singulièrement françaises, depuis une vingtaine d'années. Les ouvriers, les employés et les cadres avaient vécu dans les années soixante-dix avec l'idée mythique du projet d'entreprise qui allait changer la vie alors que le politique ne le pouvait pas ; progressivement les uns et les autres se sont aperçu qu'ils pouvaient faire des projets, collectivement discutés, mais que c'était l'actionnaire qui décidait de tout. Nous sommes encore dans une période de régression de ce type à laquelle le mouvement syndical français n'a pas su opposer une résistance efficace parce que lui-même y a perdu des plumes. Il y a quand même encore des gens dans les syndicats (il y en a plus que dans les partis), mais ils constituent une force de création qui est beaucoup moins forte que ce qu'elle a été dans les années 60-70-80.

Sur le plan mondial là aussi on n'a guère fait de progrès. Déjà dans les débats des années 70 on évoquait la mondialisation, la financiarisation du capitalisme, et la nécessité pour le mouvement ouvrier, les mouvements syndicaux d'agir dans ce contexte. Mais il ne s'est rien passé d'important, aucun contre-pouvoir réel n'a été constitué à ce niveau. On s'est laissé aller dans une mondialisation molle, sans voir toujours les implications des décisions prises, en bénéficiant



parfois des avantages que cela donne aux consommateurs, aux jeunes qui peuvent se promener, etc. et du coup en fermant un peu les yeux sur les inconvénients gravissimes engendrés dans le monde du travail, y compris sur le dumping social, le dumping écologique... Donc, oui, il y a là un travail à faire considérable pas seulement pour les intellectuels, les associations, le mouvement syndical, pour tous ceux qui sont concernés, à tous les niveaux.

### *Mondialisation et financiarisation*

**Alain BERTHO** – Il y a là un lien très fort avec ce que nous avons dit sur la démocratie, la démocratie réelle. Je suis assez proche de l'hypothèse portée par Toni Negri : la financiarisation du capital, depuis quelques dizaines d'années maintenant, est une réponse du capital à une difficulté qu'il a rencontré. Le travail productif suppose aujourd'hui une mobilisation de compétences qu'il n'arrive plus à maîtriser ; donc, sortir d'une façon ou d'une autre de la sphère directe de production pour lui imposer de l'extérieur des critères de rentabilité financière est une façon de s'en sortir et d'essayer de discipliner ce travail productif et créatif d'une autre façon que celle du fordisme dans l'usine au XXème siècle.

Aujourd'hui, dans une entreprise de production avec beaucoup de salariés, trois sortes de stratégies patronales, souvent successives, sont possibles concrètement. La première stratégie c'est de continuer à organiser le travail de façon fordiste, c'est-à-dire à faire fi de ce qui est de la compétence individuelle et collective des gens qui sont là, pour organiser malgré eux le travail de façon inefficace et d'une façon qui les fait souffrir ; et cela donne des suicides. Deuxième stratégie : automatiser tout ce qu'on peut, y compris dans le tertiaire et dans le travail de bureau : le deuxième modèle c'est donc l'usine sans ouvriers, les bureaux sans employés ; cela va se généraliser. Reste la partie du travail qui, elle, ne peut pas être automatisée, celle qui rapporte vraiment, c'est à dire le travail créatif ; c'est bien joli de savoir imprimer

des CD toute la journée, mais l'essentiel est quand même de savoir composer la musique qu'on a mis dessus ; c'est bien joli d'imprimer des tee shirts mais l'essentiel c'est quand même de savoir ce qu'on imprime dessus pour que le lendemain ils inondent les marchés ; et c'est bien joli de savoir faire du code, mais si on ne sait pas qu'elle est l'application smartphone qui va marcher demain, on est en difficulté. Cette dimension là n'est pas automatisable, maîtrisable, donc on externalise, on externalise tout ce qu'on peut externaliser et on compte à ce moment là sur l'auto-organisation d'un monde du travail qui est « désalarisé », mais qui est toujours dominé par la logique du capital.

C'est donc bien la question de la compétence individuelle et collective des travailleurs qui met en difficulté les formes traditionnelles ou anciennes d'organisation du travail. Il faut qu'on parte de cela : plutôt que de chercher à revenir à des formes de salariat traditionnelles, il faut chercher à voir comment cette libération de la compétence des travailleurs peut être une véritable force collective économique et démocratique. Aujourd'hui – avec ce qu'on appelle l'ubérisation – le capital a réussi à transférer dans ce qu'il a externalisé la logique de concurrence individuelle. Mais il y a d'autres organisations possibles ; il y a donc une véritable réflexion à avoir, et notamment avec les premiers intéressés, pour faire que cette externalisation du travail en dehors de l'usine soit quand même une source de force collective.

**Michèle RIOT-SARCEY** – Je suis beaucoup plus pessimiste que vous. Je ne m'autoriserai pas à parler de ce que j'ai constaté sur l'expérimentation dans les entreprises. Mais en tant qu'universitaire je peux témoigner de quelque chose qui me semble catastrophique. J'ai appris il n'y a pas très longtemps que le PowerPoint avait été inventé par Toyota à une époque où, dans le cadre de l'élan créatif dont vous parliez tout à l'heure, on discutait dans l'entreprise des meilleurs moyens pour tenter d'améliorer la compétitivité mais aussi le mieux être du travail. On a rassemblé la totalité des

innovations, des idées plus ou moins intéressantes, et décidé de synthétiser tout cela avec des points ; le PowerPoint c'est le pouvoir du point qui permet de synthétiser toutes les idées, un modèle dans lequel chacun se moule et exécute une règle qui n'en est pas une puisqu'elle est l'émanation d'un collectif. L'université a entièrement intégré ce processus : il n'est plus possible de faire, à l'heure actuelle, un exposé sans utiliser PowerPoint ; la connaissance ne se distribue pas en réflexions critiques, en pensée du collectif, non, on mémorise par point ce qu'il faut savoir de telle ou telle connaissance.

L'homme perd le contrôle de son changement.

**Alain BERTHO** – Aujourd'hui les chercheurs en sciences sociales et humaines ont une responsabilité particulière. On ne peut pas, après avoir fait les analyses qu'on vient de faire, continuer à produire de la connaissance de façon séparée, en obéissant à des critères de validation qui sont des critères institutionnels et sur des objets de recherche qui sont financés et proposés par des logiques institutionnelles. Nous avons une responsabilité pour choisir avec qui on travaille, sur quoi on travaille, et pour qui on travaille.